

L'ACTUALITÉ PROCHE-ORIENTALE VUE AU TRAVERS DU PRISME DE L'ÉMERGENCE DES ÉTATS ET DES ET NATIONS

David Bensoussan

Les Éditions Du Lys

Pour comprendre le conflit du Proche-Orient, il est utile de connaître les principales nations qui y vivent et avoir à l'esprit le processus historique de la formation des états qui s'y sont établis. Il suffit d'un simple coup d'œil sur une carte d'Afrique ou du Moyen-Orient pour vérifier que les frontières ont été tracées à la règle par les puissances qui se sont partagé l'Empire ottoman ou qui se sont accaparées de terres africaines ou asiatiques. Ces frontières n'ont pas toujours respecté les réalités nationales ou ethniques et les pays qui ont émergé de la décolonisation ont entretenu cette anomalie. Dans ce qui suit, la formation des principaux pays du Moyen-Orient est passée en revue. S'ensuit un répertoire des pays du Maghreb, de l'Afrique de l'Ouest, de la péninsule arabique et des pays périphériques. Les chiffres entre parenthèses désignent la population *actuelle* en millions d'habitants.

AU LEVANT

La réalité kurde effacée (34 M)

Au terme des accords franco-britanniques de Sykes-Picot ratifiés en 1916, le Moyen-Orient fut divisé en zones d'influence. Lors de la Conférence de San Remo en 1920, la Société des Nations finit par donner à la France un mandat sur la Syrie et le Liban et à la Grande-Bretagne un mandat sur l'Irak et la Palestine. Le traité de Sèvres prévoyait la création d'un état kurde et d'un état arménien. Or, les forces turques de Kemal Atatürk reprirent du terrain et un nouveau traité de Lausanne fut ratifié en 1923, morcelant le Kurdistan en parties turque, irakienne et syrienne.

Création d'une entité irakienne (32M)

Proclamé en 1921, le royaume d'Irak obtint son indépendance en 1932. La couronne fut offerte en guise de prix de consolation à la famille hachémite d'Arabie qui fut évincée avec l'intronisation du roi Saoud. L'annexion d'une partie du Kurdistan à l'Irak déclencha de violentes protestations de la part de la Turquie, mais cette annexion fut néanmoins entérinée par la Société des Nations en 1925. En Irak, les Kurdes sont sunnites et représentent près de 20 % de la population. Les Arabes se divisent en chiites (au Sud du pays) et en sunnites dans des proportions approximatives de 45 % et 30 % de la population totale.

Création d'une entité jordanienne (6,5M)

Un des héritiers de la famille hachémite d'Arabie devint roi de la Transjordanie qui faisait alors partie de la Palestine mandataire. L'émirat de Transjordanie devint le royaume de Transjordanie en 1946 puis le Royaume de Jordanie en 1950, après annexion de la Cisjordanie qui faisait également partie de la Palestine mandataire. Le 31 juillet 1988, la Jordanie renonça officiellement à la Cisjordanie.

Création d'un foyer juif (7,8M)

En 1916, la déclaration Balfour consacra la création d'un foyer juif en Palestine. Cette déclaration fut intégrée au traité de Sèvres. Lorsque la Grande-Bretagne fut contrainte de mettre fin à son mandat en Palestine, l'État d'Israël fut fondé en 1948. Le reste de la Palestine, soit la Cisjordanie et la Transjordanie, fut annexé au Royaume hachémite de Jordanie. Depuis la guerre des Six Jours en 1967, Israël contrôle une partie des territoires de Syrie et de Cisjordanie, la péninsule du Sinaï ayant été retournée à l'Égypte suite à la signature des accords de paix en 1979.

Création de la Syrie (23M)

Suite à la révolte arabe de 1918, un royaume indépendant de Syrie fut fondé avec à sa tête le roi hachémite Fayçal. La Grande Syrie comprenait également le Liban et la Palestine. Mais la France occupa la Syrie en 1920 et y exerça son mandat jusqu'en 1946, année de la proclamation de la République de Syrie. Une guerre civile opposant essentiellement la population sunnite contre le pouvoir dominé par la minorité alaouite perdure depuis 2011.

Création du Liban (4,2M)

Le Liban sous administration française devint une république en 1926 et sa constitution en a fait un système de représentativité multiconfessionnel au plan politique. Par le passé, la France s'est toujours considérée comme le garant des communautés chrétiennes du Levant. De 1975 à 1980, la guerre civile a opposé chrétiens et musulmans.

L'autorité palestinienne (4,2M)

La Palestine mandataire comprenait la Transjordanie qui devint royaume de Jordanie et la Cisjordanie annexée puis détachée de la Jordanie. Suite aux accords d'Oslo en 1993, l'Autorité palestinienne administre une partie des territoires de Cisjordanie (2,5M). Toutefois, la tension subsiste avec le mouvement du Hamas qui a pris le pouvoir à Gaza (1,7M) après qu'Israël s'en soit retirée en 2005.

LE MAGHREB

L'Algérie (37 M)

L'Algérie fut occupée en 1830 puis annexée par la France en 1834, avec un statut de colonie. Napoléon III décrivit l'Algérie comme un « royaume arabe », en omettant de considérer les réalités kabyles d'Algérie. L'Algérie accéda à l'indépendance en 1962 et sa colonie

française réintégra la Métropole. Le tracé de la frontière ouest de l'Algérie fit suite à la défaite militaire du Maroc par la France en 1844.

Le Maroc (32M)

Le Maroc ne fit jamais partie de l'Empire ottoman, mais devint un Protectorat français (espagnol dans le nord du pays) de 1912 à 1956. La République du Rif proclamée après la Première Guerre mondiale ne dura pas longtemps et fut écrasée par les forces espagnoles, françaises et royalistes marocaines. L'officialisation de la langue berbère adoptée en 2011 répond aux revendications linguistiques des Berbères du Maroc. Un conflit frontalier perdure avec l'Algérie, notamment à propos de l'ancien Sahara espagnol annexé par le Maroc.

La Tunisie (10M)

La Tunisie devint un protectorat français en 1881 après ratification du traité de Bardo. Elle accéda à l'indépendance en 1956. Une mouvance islamique a remporté la majorité des suffrages en 2011.

La Libye (7 M)

La Libye fut cédée par les Ottomans à l'Italie au traité de Lausanne en 1912. Elle devint indépendante en 1951. Son roi Idriss I^{er} fut renversé après le coup d'État militaire de 1969. Son leader Mouammar Kadhafi fut évincé à son tour en 2011.

AFRIQUE DE L'OUEST

L'Égypte (85 M)

L'Égypte fut sous tutelle ottomane de 1516 à 1882. Elle devint un protectorat britannique en 1914, royaume indépendant en 1922, puis république en 1953. La minorité chrétienne copte compte plus de 10 % de la population. Toutefois, les tensions existant avec des radicaux islamiques versent parfois dans la violence. Longtemps

bannie, la mouvance islamique des Frères musulmans a remporté les élections présidentielles en 2012.

L'Égypte s'est toujours considérée comme le centre de gravité du monde arabe et a mené des guerres contre Israël jusqu'à la signature du traité de paix de Camp David en 1979.

Le Soudan (25M) et le Soudan du Sud (9M)

Indépendant depuis 1956, le Soudan a connu la guerre civile contre sa minorité chrétienne. Le Soudan du Sud a obtenu son indépendance en 2011.

La Somalie (10M) et Djibouti (0,9 M)

Indépendante depuis 1960, la Somalie a connu la guerre civile. La principauté française de Djibouti a accédé à l'indépendance en 1977.

LA PÉNINSULE ARABIQUE

L'Arabie (27M)

Après de longs aléas, la famille Saoud finit par jouer un rôle prépondérant et l'Arabie saoudite fut officiellement fondée en 1932.

L'Arabie est un pays à majorité sunnite à connotation wahhabite. Une minorité chiite importante jouit de droits civiques moindres et plus de 20 % de la population sont des travailleurs étrangers. Les cultes non islamiques n'y sont pas tolérés en public.

Le Yémen (24M), Aden (0,6M) et Oman (2,7M)

Le Yémen du Nord fut libéré de la domination ottomane en 1918. La monarchie y fut abolie en 1961. Le Yémen du Sud se rallia au Yémen du Nord en 1990 pour former la République du Yémen. Des affrontements ont lieu avec la minorité chiite au nord-ouest du pays. Par ailleurs, une base importante d'Al Qaeda s'y est implantée.

Aden et Oman furent évacués respectivement en 1967 et en 1971 par les Britanniques.

Le Koweït (2,6 M)

Anciennement sous protectorat britannique, les frontières du Koweït furent délimitées en 1922-1923. Le Koweït obtint son indépendance en 1961, mais ne fut pas reconnu par l'Irak qui l'envahit en 1990. La Guerre du Golfe sous l'égide des Nations unies permit de rétablir la souveraineté du Koweït.

Les principautés du Golfe

Les Émirats arabes unis (4,6M) regroupent sept émirats dont Abou Dhabi est la capitale fédérale. Le Qatar (1,8M) et le Bahreïn (1,2M) sont des pays indépendants. L'archipel de Bahreïn est revendiqué par l'Iran, car ses îles ont fait partie de l'Iran de 1622 à 1783. Dans ces pays, les populations sont en majorité des chiïtes, mais la gouvernance est sunnite. La main-d'œuvre étrangère constitue plus de 20 % de la population.

LES ÉTATS PÉRIPHÉRIQUES

La Turquie (75M)

Au XIX^e siècle, l'Empire ottoman a été convoité par les puissances européennes qui se le répartirent en zones d'influences : protectorats, colonies, mandats de la Société des Nations (organisation qui précéda celle des Nations unies), etc. Moustapha Kemal proclama la république en 1922 et instaura la laïcité dans le pays. Toutefois les forces laïques sont minoritaires depuis la prise du pouvoir par le parti Justice et démocratie (AKP) en 2007.

L'Iran (75M)

Au début du XX^e siècle, l'Iran (78M) commença à se moderniser. Le shah d'Iran fut renversé par l'ayatollah Khomeiny qui proclama la

République islamique d'Iran. Bien que l'Iran soit en majorité chiite et qu'il existe un conflit séculier entre chiites et sunnites, l'état se définit comme islamique et fait la promotion de la révolution islamique. L'Iran a une minorité kurde (parlant le persan) et azérie (parlant le turc) qui constituent respectivement 10 % et 16 % de la population. L'activisme iranien est intense en Irak, en Syrie et au Liban dans lequel le parti chiite du Hezbollah a été armé à outrance. La volonté de développer la technologie nucléaire inquiète les puissances occidentales et Israël déçues par les tergiversations de l'Iran sur le dossier nucléaire et l'Iran subit un embargo de plus en plus important.

L'Afghanistan (30 M)

L'Afghanistan fut sous influence anglaise et devint république en 1973. Suite à un coup d'État communiste, l'Union soviétique envahit l'Afghanistan en 1979, mais s'en retira dix ans plus tard. Des intégristes talibans prirent le pouvoir et proclamèrent l'émirat islamique d'Afghanistan en 1996. L'aide offerte aux membres d'Al-Qaeda fut la raison pour laquelle l'Afghanistan fut envahi par des forces de l'ONU après l'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours de la Bourse à New York.

Le Pakistan (177M)

La campagne de désobéissance menée par les non-violents contre la présence britannique dans les années 20 aboutit en 1947 à la scission de l'Inde en Pakistan musulman et en Inde, pays où résident cependant près de 250 millions de musulmans. Il reste que des confrontations périodiques ont lieu au sujet du Cachemire revendiqué par le Pakistan. Le Pakistan devint République islamique en 1956. Le Pakistan soutint les rebelles opposés à la présence soviétique en Afghanistan. Des tensions subsistent avec les USA au sujet de la protection dont jouissent les Talibans d'Afghanistan

auprès de certaines autorités militaires. Tout comme l'Inde, le Pakistan a développé un arsenal nucléaire.

L'Éthiopie (90M)

À la fin du XIX^e siècle, l'Éthiopie en majorité chrétienne fut convoitée par l'Égypte, l'Italie et les islamistes mahdistes, mais réussit à leur résister. L'Éthiopie fit son entrée à la Société des Nations en 1923, mais fut brièvement occupée pendant 5 ans par l'Italie fasciste. L'empereur Hailé Sélassié fut déposé en 1974 par une junte militaire. Des exactions furent commises suite aux tensions existant entre le gouvernement et l'opposition. De plus, l'Éthiopie fit face aux pressions somaliennes en Ogaden et aux révoltes des mouvements du Tegré et de l'Érythrée dans le Nord. Des élections se sont tenues dans un climat relativement serein en 2010.

UNE ACTUALITÉ BRÛLANTE

La grille de présentation des états et des nations du Proche-Orient permet de mieux comprendre les affinités et les différences des états de la région de même que les idéologies qui ont prise sur eux :

L'anticolonialisme est égalé à la libération et à l'émancipation des peuples. Néanmoins, le discours anticolonialiste a longtemps servi d'exutoire aux carences de gouvernance de plusieurs états.

Le panarabisme vise à recréer une puissance à l'image de celle qui prévalut au Moyen Âge lorsque les califats étaient à leur apogée sur les plans culturel, économique et militaire. Le panarabisme a souvent essayé de forger son unité sur le dos de l'État d'Israël en promouvant une notion d'antisionisme déguisant à peine son antijudaïsme.

Le panislamisme essaie de placer la modernité dans le giron de l'islam et de donner un poids politique à des revendications communes. Tout comme pour le panarabisme, le rôle de

l'humiliation dans les considérations géopolitiques est de taille auprès de ceux qui sont imbus de leur suprématie.

Bien des populations sont laissées pour compte en regard de leurs droits et de leur statut : Kurdes de Turquie et du Nord de la Mésopotamie, chrétiens, juifs et Palestiniens du Levant, Berbères d'Afrique du Nord, Chiites de la péninsule arabique, non-musulmans en Arabie et membres de religions non monothéistes en Iran.

Il faut ajouter à ce tableau la disparité économique entre les états peu peuplés, mais riches en pétrole et les états sans ressources pétrolières dotés d'une démographie galopante. Or, la portée économique dépasse le cadre géographique des pays pétroliers : bien des pays de la périphérie du Proche Orient subissent de la part des pays pétroliers une influence économique qu'ils convoitent et une influence politico-religieuse qu'ils redoutent. De surcroît, bien des pays développés dépendent de façon critique de l'approvisionnement énergétique issu de cette région du monde.

Qu'en est-il de la démocratie ? La pénétration de la démocratie est endiguée par les velléités hégémoniques lesquelles desservent des intérêts et des ambitions nationaux particuliers. La responsabilisation des gouvernances dans un contexte de démocratie ouverte fait encore défaut.

La religion constitue souvent le refuge de dignité auprès de ceux dont les perspectives d'avenir sont stagnantes ou pessimistes et la mouvance religieuse occupe l'espace politique que les révolutions du printemps arabe ont entrouvert. Or, cette mouvance s'accoutre d'autorité morale qui ne répond pas aux critères de bonne gestion, ce qui ne fait que repousser l'échéance d'une responsabilisation véritable de l'appareil d'état.

C'est dans ce contexte que se débattent les protagonistes d'un conflit qui déborde et de loin son espace géographique. La religion

dominante au Proche Orient n'a guère l'exclusivité de la détermination du salut de la Terre sainte.